INFOS SNUEP F.S.U BORDEAUX / 27 mars 2023

Communiqué intersyndical – La mobilisation sociale s'accentue, c'est l'heure du retrait !

A l'appel de l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse, la 9ème journée de mobilisation contre la réforme de retraites a encore réuni plus de 3 millions de manifestants, ce qui en fait l'une des plus importantes depuis le début du mouvement social. La jeunesse s'est aussi largement mobilisée.

Massifs et déterminés, ces manifestations, ces actions intersyndicales, ces grèves et ces débrayages sont une réponse aux contre-vérités exprimées par le Président de la République et son entêtement incompréhensible. Lire la suite.

Mardi 28 mars : une journée de grève et de manifestations contre la réforme des retraites

DORDOGNE : **PÉRIGUEUX :** 10h30 palais de Justice **/ BERGERAC :** 15 h palais de Justice /

SARLAT : 15 h place de la grande Rigaudie

GIRONDE : **BORDEAUX : 12h Allées de Tourny**

LANDES : **Mont-de-Marsan** : 8h30 arènes / **Castets** : 9h30 station Total sortie autoroute / **Tyrosse** : 9h30 covoiturage avenue d'Aspermont / **Dax** : départ 11h des arènes

LOT ET GARONNE : **AGEN :** 10 h place de la Préfecture / **MARMANDE** : 14h, Esplanade de Maré / **VILLENEUVE SUR LOT** : 14h30, Pôle de Santé du Villeneuvois

PYRENEES ATLANTIQUES : **BAYONNE :** 10 h 30 place Sainte Ursule / **PAU : 10h30** Place de Verdun

Compte rendu du CSAD de la Gironde du 9 mars 2023

Le CSAD actant des suppressions et créations de postes dans le second degré s'est tenu le jeudi 9 Mars. Toutes les OS ont dénoncé, dans leur déclaration liminaire, l'entêtement du gouvernement ainsi que le manque de dialogue alors que la majorité des personnels s'oppose à la réforme des retraites, en témoigne le nombre important de manifestants à chaque rassemblement.

Pour la Gironde, les lycées professionnels perdent 7 postes alors que les effectifs prévisionnels prévoient +67 élèves, les segpa se voient retirer 2 postes et subissent la suppression d'un champ Habitat à la rentrée 2024, les EREA perdent 2 postes avec pourtant un effectif également en hausse.

Les élèves les plus en difficultés et l'enseignement adapté sont à nouveau victimes des restrictions budgétaires, les ULIS sont pour la plupart au-delà du nombre de 12 élèves préconisé par le ministère. 33 compléments de service sont imposés aux PLP biotechnologie, lettres histoire, vente, GA, maths sciences, lettres anglais, lettres espagnol, génie thermique et électrotechnique. La FSU a rappelé que les enseignants ne voulaient pas de missions supplémentaires proposées dans le pacte du ministre, mais une vraie revalorisation des salaires. Toutes les OS ont voté contre ces propositions hormis le sgen qui s'est abstenu.

Marie-Pierre Saur

Réforme de l'enseignement professionnel : L'intersyndicale s'inquiète de ce que C. Grandjean ne renonce pas à une augmentation des PFMP

“L’intersyndicale s'oppose toujours à toute semaine supplémentaire et rappelle que c'est sur la qualité des stages qu'il faut absolument travailler et non sur leur quantité“, assurent dans un communiqué de presse les principales organisations de représentants de personnels de la voie professionnelle (hormis le SNETAA-FO).

Bien qu'elle ait convenu qu’il n’y avait pas de consensus sur l’augmentation de 50 % des périodes de formation en milieu professionnel (PFMP), expliquent-elles en effet, la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels “ne renonce pas à tenter d'imposer une augmentation en classe de terminale“ dans son projet de réforme des lycées professionnels.

En outre, le choix “d'imposer de nouvelles missions au détriment de la revalorisation des salaires est inacceptable“, estime l’intersyndicale qui dénonce la volonté d'une inscription dans le Pacte de nouvelles missions pour les professeur.es de lycée professionnel, quand bien même la réforme “n'est toujours pas dévoilée“ et que le projet de Carole Grandjean “reste très contesté dans les établissements“.

Il est encore question du service national universel (SNU) “qui confisquerait encore deux semaines d'école à nos élèves de seconde bac pro et de première CAP“, alors que “les élèves entrant en lycée professionnel cumulent des difficultés sociales et scolaires et qu'ils ont besoin de plus et de mieux d'école“.

L'opposition porte également sur le “développement de l’apprentissage à tout crin“ dans les lycées professionnels, et en particulier sous la forme de mixité de public“ du fait qu'il “revient à dégrader l'organisation des établissements et l'organisation pédagogique dans nos classes.“

L'intersyndicale demande une révision des dispositifs instaurés par les réformes antérieures, “notamment sur les enseignements pluridisciplinaires (co-intervention et chef-d'œuvre) mais également les familles de métiers, pour redonner du temps disciplinaire aux élèves“. Elle dénonce la “quasi-absence d'options pour les élèves de lycée professionnel“, qu'elle souhaite voir créées, “adossées à des programmes rigoureux, financées par des moyens supplémentaires et certificatives pour les diplômes“.

“Il est temps de clarifier les modalités et le rythme des réunions et pour davantage de transparence dans la méthode de dialogue social, de privilégier des réunions avec toutes les organisations syndicales“, poursuivent les organisations syndicales signataire (CGT éducation, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNACL, SNUEP-FSU, SUD Education, CNT-FTE) qui attendent “un calendrier et des documents précis afin d'évaluer ensemble les contenus de son projet“.

Voie pro : L’intersyndicale demande une vraie consultation

Réunissant tous les syndicats sauf le Snetaa FO (Cgt, Sgen Cfdt, Snuep Fsu, Se Unsa, Snalc, Sud, Cnt) l’intersyndicale de la voie professionnelle s’alarme de voir le projet de réforme du lycée professionnel avancer. » Si à l’issue des groupes de travail la ministre Carole Grandjean a convenu qu’il n’y avait pas de consensus sur… **Lire la suite**

Les lycées pros sur le modèle de l’apprentissage, c’est toujours non !

Lors de son allocution, E. Macron a réaffirmé porter la réforme des lycées pros comme une de ses priorités au mépris d'une opposition toujours vive à ce projet de la part des personnels. Si une réforme « scolaire » est portée au plus haut niveau de l’État, ce n'est aucunement dans l’intérêt des jeunes mais bien dans la continuité des politiques libérales et des réformes engagées par l’exécutif.

Au prétexte d’atteindre le plein emploi et d'une prétendue maîtrise du déficit de l’État, le gouvernement impose une série de réformes qui lui servent aussi d'alibi pour empêcher toute redistribution plus juste des richesses. La réforme de l’assurance chômage, les expérimentations liées au RSA, la réforme des retraites mais aussi celle des lycées professionnels vont obliger un nombre accru de jeunes, de séniors, de salarié·es à consentir à des contrats d'apprentissage, à des contrats de travail au rabais, à des emplois toujours plus précaires et à des métiers actuellement désertés par les actifs qualifiés. Dans cette période d’inflation et de pénurie d'emplois inédite dans de nombreux secteurs d'activité, les salarié·es retrouvent du pouvoir de négociation que le gouvernement tente en réalité de contenir par ses réformes et par la distribution d'argent public aux entreprises sans contrepartie. Ainsi, il participe activement et financièrement à abaisser le « coût » du travail, exigence revendiquée par les organisations patronales, au détriment de mesures salariales et sociales qui répondent aux besoins de la population de ce pays.

La réforme des lycées pros dont l’objectif est de les transformer sur le modèle de l'apprentissage s'inscrit bien dans ce projet global. Du statut plus protecteur d'élève, les jeunes basculeraient sur un statut de salarié·e directement soumis aux aléas et aux difficultés du monde du travail. L'offre en formations professionnelles serait dictée par les besoins en main d'œuvre des entreprises de proximité. Quant aux personnels, le risque d'une transformation majeure des métiers et des statuts est grand.

La FSU et ses syndicats dénoncent ces choix politiques et ses réformes à l'opposé des besoins des agent·es de la Fonction publique, des usager·es et des salarié·es. En tant que première fédération des ministères de l'Éducation nationale et de l’Agriculture, la FSU combat le projet de réforme des lycées professionnels et porte au contraire l'exigence sociale d'un renforcement du service public d’éducation dans son ensemble, seul garant de la sécurisation des parcours scolaire et professionnel des jeunes.

Photos de la manifestation de Bordeaux (23 mars) / Merci Bernard